

## L'internationale des déclassés

**Madrid, Londres, New York, Santiago : en cette année 2011, dans la foulée du «printemps arabe», les rues s'emplissent de manifestants. Victimes de la crise, révoltés par le creusement des inégalités et le dévoiement de la démocratie, les contestataires organisent à même le trottoir une vie collective effervescente, partageant désarroi et réflexions.**

*«Ma tente est quelque part par-là, à côté de celle du service technique, où l'on s'occupe d'Internet, des liens avec les autres occupations, des mises à jour sur Facebook... Ici, il y a la cuisine, qui sert petit déjeuner, déjeuner et dîner. Et ici, c'est la tente "thé et empathie", avec un piano, du thé et du café gratuits !»* A Londres, devant la cathédrale Saint-Paul, au coeur de la City, des dizaines de tentes ont fleuri. M. Amir Imran nous fait faire le tour du propriétaire (1).

Il dort ici depuis le début, en octobre 2011, et ne quitte le camp que deux jours par semaine, pour suivre ses cours. Agé de 24 ans, il est arrivé dans la capitale britannique quelques mois plus tôt pour finir des études de journalisme. Il vient de Malaisie, *«où il y a une loi draconienne [l'Internal Security Act de 1957] qui permet d'emprisonner quelqu'un si on le suspecte de troubler l'harmonie et l'ordre public. Là-bas, je participais à des mouvements pour le droit à la liberté de manifester. Il nous fallait un permis pour protester. Ici, c'est plus simple, quand même !»*. Il était naturel pour lui de rejoindre les militants d'Occupy the London Stock Exchange (*«Occuper la Bourse de Londres»*).

Lancé à New York le 17 septembre 2011, le mouvement Occupy (*«Occuper»*) prétend s'inscrire dans la lignée des «indignés» espagnols et ferait écho à sa manière au «printemps arabe». Si les situations diffèrent, si les revendications sont parfois nébuleuses, de Londres à New York, de Madrid à Tel-Aviv, on retrouve le même malaise face à un ordre politique qui échappe au contrôle des citoyens et à une oligarchie qui accapare les richesses. Et toujours ce sentiment exaltant d'appartenir à quelque chose de global. Mais, au-delà du souhait des manifestants, peut-on réellement réunir toutes ces mobilisations dans une même catégorie ? Du Caire à Athènes, de Santiago du Chili à San Francisco, assistons-nous à l'émergence d'un *«peuple mondial en lutte (2)»* ?

La question est posée à deux étudiants chiliens qui, en mai 2011, ont rejoint le mouvement pour une éducation publique et gratuite, dans ce pays où la plupart des universités ont été privatisées par le régime du général Augusto Pinochet en 1981 (3). Le Chili a en effet connu au cours de l'année 2011 les plus grandes manifestations populaires depuis le retour du pays à la démocratie. Les étudiants ont entraîné dans leur sillage familles et lycéens. Ils en sont venus à poser la question des inégalités et de la réforme de l'impôt, mais aussi celle de la représentativité du système politique. Ils ne se réclamaient ni des «indignés» ni du «printemps arabe» : ils ont construit leurs revendications par rapport à la situation dans leur pays, mais disent exprimer une colère qui dépasse les frontières du Chili.

Pour M. Andrés Muñoz Cárcamo, *«c'est un phénomène global contre la manière dont le système économique fait du profit et détruit les structures sociales. Au Chili, c'est dans l'éducation ; ailleurs, c'est différent»*. Tout en prenant soin de souligner les particularités de chacun de ces mouvements, son camarade, M. Vicente Saiz, reconnaît l'existence d'une *«base commune»* : *«Les gens se battent pour prendre eux-mêmes les décisions.»* Et il est vrai que l'on retrouve partout cette volonté de récupérer un pouvoir confisqué, le désir de participer réellement à la vie publique et à la manière dont les sociétés sont gouvernées - ce qui s'exprime souvent à travers le simple mot de démocratie.

A Madrid, l'ampleur de la colère qui a rempli la Puerta del Sol le 15 mai 2011 - et donné naissance au mouvement dit «15-M» - a surpris M. Carlos Paredes, qui avait pourtant contribué à organiser cette première manifestation. Le mouvement Democracia real ya ! (*«Démocratie réelle*

maintenant !»)), dont il est l'un des porte-parole, avait été créé quelques mois plus tôt autour de huit propositions allant de la suppression des privilèges de la classe politique à l'application effective du droit au logement et à la réforme de la loi électorale (4).

Mais, pour cet entrepreneur trentenaire qui exerce son activité dans les services informatiques, la motivation à battre le pavé est à la fois plus profonde et moins précise que ces quelques propositions. Il y a en Espagne, explique-t-il, *«un plafond de verre»* qui limite l'épanouissement personnel et professionnel de la population. *«Ceux qui sont en haut restent en haut, et ceux qui sont en bas tombent toujours plus bas. L'impossibilité de progresser économiquement et socialement m'a amené à rechercher d'autres voies. Puis j'ai trouvé Democracia real ya !»* Il ne se revendique d'aucun parti ou syndicat, ne se réfère à aucune idéologie politique. Mais il critique, outre un système économique toujours plus inégalitaire, une démocratie qui ne représenterait plus personne, ni en Espagne ni en Europe. Il fustige ainsi ces *«coups d'Etat financiers»* qui ont porté trois personnalités non élues et issues du monde de la finance à des postes importants : M. Mario Draghi à la tête de la Banque centrale européenne, M. Lucas Papademos à celle du gouvernement grec et M. Mario Monti à la présidence du conseil italien (5).

Cette crise de la représentativité explique l'émergence spontanée d'un ensemble de mécanismes visant à l'adoption des décisions par consensus. C'est parce que les «indignés» se sentaient exclus du politique qu'ils ont élaboré des techniques délibératives aussi inclusives que possible. Ainsi, dès le soir de la manifestation du 15 mai, certains ont proposé de rester sur la Puerta del Sol. L'occupation a duré plus d'un mois, ponctuée d'assemblées générales, de discussions et de groupes de travail sur les thèmes les plus divers. Toutes les personnes rencontrées à Madrid - mais aussi dans les autres mouvements Occupy - nous raconteront avec émotion ces assemblées de plusieurs milliers de personnes, parfois. Le philosophe José Luis Moreno Pestaña, lui, parle d'une *«jouissance dans la discussion publique (6)»*.

M. Ivan Ayala a tout juste dépassé la trentaine. Il prépare une thèse à l'université Complutense de Madrid sur les fondements méthodologiques de l'économie néoclassique. Il raconte : *«J'ai participé à plein temps au mouvement. Au début, c'était impressionnant. Il y avait des groupes de travail qui comptaient cinq cents membres ! Et c'était émouvant d'arriver à Sol et de voir quatre mille personnes en assemblée, en train de discuter comme dans l'agora grecque.»* Par rejet du système partisan, le 15-M refuse de se définir comme un mouvement de gauche. Pourtant, sa critique des banquiers, des politiciens, du néolibéralisme et des spéculateurs constitue bien une analyse de gauche, estime M. Ayala. Mais son véritable succès, *«c'est que ce soit délibératif, populaire et massif. Maintenant, dans tous les quartiers, tous les villages, des assemblées sont en train de se former»*.

C'est ainsi que le 15-M s'est réinventé et a pu poursuivre ses actions en décidant d'arrêter le campement et l'occupation permanente de la Puerta del Sol. On retrouve cette caractéristique dans les autres mouvements : c'est quand les «indignés» décident de lever le camp qu'ils peuvent s'étendre et toucher un large public, plus populaire, en s'ancrant dans le local. Le 12 juin 2011, quand l'occupation de la Puerta del Sol prend fin, la multitude d'affichettes personnelles épinglées sur la place disparaissent au profit d'une grande pancarte : *«Nos vemos en los barrios»* («On se retrouve dans les quartiers»).

A la diversification géographique du mouvement répond l'émergence d'une pluralité d'actions. Une plate-forme a par exemple été créée pour venir en aide aux locataires menacés d'expulsion : lorsque des familles prennent contact avec les «indignés», ceux-ci viennent nombreux le jour prévu pour l'expulsion et arrivent parfois à l'éviter ou à la reporter de plusieurs mois. Ils occupent aussi des immeubles vacants pour y loger des familles dans le besoin.

Le 15-M permet ainsi de mobiliser et d'attirer l'attention sur des questions qui, hier, étaient bien moins visibles. L'avocate Liliana Pineda participe à la lutte pour la gestion publique de l'eau. La communauté de Madrid envisage en effet de privatiser l'entreprise Canal de Isabel II. *«Cette campagne, explique-t-elle, est un exemple de collaboration entre le mouvement et certains partis*

politiques, à travers une plate-forme. Le 15 mai, beaucoup de choses avaient déjà été organisées. Mais, grâce aux "indignés", il y a eu beaucoup plus de monde à la manifestation du 8 octobre, car la plate-forme était présente dans de nombreuses assemblées populaires. Et des partis politiques - Izquierda Unida, Equo - ont également participé.» L'événement est d'importance, car le 15-M semblait jusque-là refuser tout contact avec les partis, même ceux qui pouvaient être proches de ses positions (7).

Cette question du rapport à la politique n'a jamais été aussi épineuse qu'à l'approche des élections législatives du 20 novembre 2011, qui ont vu la victoire du Parti populaire (PP) de M. Mariano Rajoy (conservateur). Quelle position adopterait un mouvement social qui se voulait non partisan face à une échéance électorale aussi importante ? Créer un parti pour *«en finir avec le bipartisme»*, comme certains le proposèrent en juin 2011 ? L'idée fut rapidement enterrée. S'abstenir ? *«Nous n'avons jamais appelé à l'abstention*, insiste M. Paredes. *Nous avons appelé à voter pour des partis minoritaires, car nous étions contre le bipartisme du PP et du PSOE [Parti socialiste ouvrier espagnol].»* Il s'agissait seulement d'identifier, grâce à de savants calculs, le parti minoritaire qui avait le plus de chances, dans chaque circonscription, de battre le candidat d'un des deux grands partis. Cela n'a pas empêché la droite de l'emporter, mais a permis de pointer les failles du système démocratique espagnol. C'est pour le transformer que M. Paredes et ses compagnons réfléchissent à un projet de «démocratie 4.0» dans laquelle les citoyens pourraient voter par Internet sur les projets de loi soumis au Parlement.

Mais le véritable succès du mouvement, au-delà de cette inventivité permanente, c'est le poids qu'il a acquis dans le débat politique. Comme aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les «indignés» espagnols affirment que leurs propositions se retrouvent sur la scène publique. Et surtout, souligne M. Paredes, ils ont réussi *«à internationaliser le mouvement. Occupy Wall Street [OWS] et les mouvements israéliens (8) dérivent d'une certaine façon du 15-M»*.

Comment, à l'automne 2011, un petit camp de manifestants dans le sud de Manhattan a-t-il pu se transformer en un *«soulèvement global (9)»*, dans ce pays où les mobilisations populaires semblaient appartenir à l'histoire ? Engagé avec les campeurs new-yorkais, l'avocat Alexander C. Penley rappelle l'importance des précédents qui l'ont rendu possible, comme le mouvement syndical du début de 2011 dans l'Etat du Wisconsin, et considère que le «printemps arabe» a servi d'exemple. *«Si une telle chose s'était passée en France, ça n'aurait pas eu le même impact, parce que, vous savez, les Américains se disent que c'est normal, ces manifestations en France, en Europe. Alors qu'au Proche-Orient... Ces pays étaient connus pour être si fermés, bloqués. Si ça marche là-bas, quelque chose peut se passer ici.»*

C'est peut-être la raison pour laquelle l'appel à occuper Wall Street, lancé sur Internet par le magazine canadien *Adbusters*, connu pour sa critique radicale de la publicité, a eu un impact aussi fort. Le 17 septembre 2011, quelques centaines de personnes sont venues manifester dans le quartier financier de New York et se sont finalement retrouvées, presque par hasard, à Zuccotti Park, une place coincée entre quelques gratte-ciel, à deux pas de Wall Street et de Ground Zero. *«Quelqu'un a lancé l'idée de faire une assemblée générale, comme en Grèce ou en Espagne»*, se souvient David Graeber, anthropologue ayant enseigné à Yale et militant anarchiste, qui s'est impliqué dans la planification de l'occupation.

Ce jour-là, chose si rare aux Etats-Unis, les gens ont commencé à parler politique, dans la rue, dans l'espace public. Et des revendications ont émergé, diverses, sérieuses ou saugrenues. Lors de la première assemblée générale d'OWS, on a ainsi discuté de l'annulation de l'arrêt «Citizens United» de la Cour suprême, qui en janvier 2010 a renforcé la capacité des entreprises à peser sur le pouvoir politique (10) ; mais aussi du retour de la loi Glass-Steagall, dont l'abrogation par M. William Clinton en 1999 a permis l'expansion d'une finance sans contrôle. Et, de manière plus fantaisiste peut-être, certains ont aussi appelé au déboulonnage de la statue du taureau, sur Broadway, si emblématique des rêves de puissance de Wall Street.

Dans les jours qui suivent, les manifestants se font plus nombreux, des tentes émergent : une

vie s'installe à Zuccotti Park. On continue à faire des assemblées générales, on s'organise en groupes de travail, on adopte la «déclaration d'occupation de New York». La place agrège les gens les plus divers. Outre de jeunes hommes blancs diplômés, sont venus des sans-abri, des représentants des minorités et autres «voix marginalisées», dont l'inclusion sur le long terme est un défi - pas forcément gagné. Certains s'affirment communistes ou socialistes, ou désignent le capitalisme comme la cause du problème. D'autres veulent, au contraire, conserver ce système et l'économie de marché, et en demandent uniquement la régulation.

Beaucoup sont des déçus de M. Barack Obama : *«J'ai voté pour lui, il n'a rien fait, maintenant j'occupe.»* Comme M. William P. York, jeune avocat rencontré sur le campement d'Occupy Nashville, dans le Tennessee : *«En 2008, j'étais impliqué dans sa campagne à Cleveland, dans l'Ohio, raconte-t-il. C'était un Etat important pour la bataille électorale. Je suis devenu très actif politiquement, j'ai beaucoup travaillé pour la campagne. Mais j'ai vite réalisé après son arrivée au pouvoir qu'il était à peu de chose près comme les autres candidats. Les deux partis sont, fondamentalement, le même parti. Ils sont tous deux récupérés par des sociétés qui peuvent donner autant d'argent qu'elles le souhaitent aux candidats. En fait, ils sont achetés par les grandes compagnies multinationales.»* La critique du pouvoir des grandes entreprises constitue un dénominateur commun du mouvement OWS.

L'occupation des espaces publics a été le moyen de faire entendre cette critique. Pour certains, elle se justifie en soi et constitue la réalisation concrète de la société qu'ils souhaitent voir émerger : un acte politique se suffisant à lui-même. Mais, comme nous le dira M. Shane Patrick - un organisateur avec le mouvement OWS, comme il tient à se qualifier -, *«personne ne veut vivre dans une société égalitaire au coeur de New York en janvier»*.

L'expulsion violente des campeurs de Zuccotti Park par la police de New York, dans la nuit du 15 novembre 2011, a donc eu, pour beaucoup, un effet positif. Ancien pigiste pour *Newsweek* ou *The Los Angeles Times*, devenu rédacteur en chef de *The Occupied Wall Street Journal* (11), Michael Levitin l'affirme : *«Nous n'avions plus besoin de Zuccotti Park. C'était le meilleur moment pour arrêter. Et la manière dont le maire nous a expulsés était parfaite : il a été violent, des personnes ont été frappées, arrêtées, des livres jetés, le tout étant inaccessible aux journalistes.»* Comme pour le 15-M à Madrid ou à Barcelone, la violence policière a permis à OWS de se gagner la sympathie de l'opinion, et l'expulsion a obligé les occupants à réfléchir à d'autres formes d'action, pour entrer dans une nouvelle phase du mouvement.

Des liens se sont ainsi créés entre OWS et des organisations communautaires présentes dans les quartiers populaires de New York et d'ailleurs. Le 6 décembre 2011, la plate-forme Occupy Our Homes («Occuper nos maisons») organise une action dans tous les Etats-Unis pour récupérer des habitations vides appartenant à des banques. Le quartier pauvre d'East New York constitue l'objectif de la journée. Au départ, dans le centre de Brooklyn, les participants sont majoritairement blancs et diplômés. Mais, au cours de la marche, sur le quai du métro, puis dans les rames, les manifestants distribuent des tracts ; ils informent les passagers sur le taux d'expulsions de logements à East New York, le plus élevé de l'agglomération. Certains rejoignent le cortège et reprennent le slogan d'OWS : *«We are the 99 %»* («Nous sommes les 99 %», par référence aux «1 % les plus riches»).

Ce sont finalement quelque deux mille personnes - parmi lesquelles des militants historiques des luttes minoritaires, comme M. Charles Barron, ancien membre des Black Panthers devenu conseiller municipal de New York, qui marchent dans ce quartier. Un autre conseiller municipal, M. Ydanis Rodriguez, dit à la foule à quel point cette journée est importante, car elle montre qu'OWS devient *«plus coloré»*. Comprendre : il y a désormais plus de Noirs, d'Hispaniques, de représentants des minorités. Au 702, Vermont Street, une maison vide est finalement investie, comme dans quarante autres villes des Etats-Unis. La famille de M. Alfredo Carrasquillo s'y installe. Quelques jours après la manifestation, on y retrouvera une douzaine d'occupants, sur place en permanence pour protéger la famille en cas de tentative d'expulsion.

En effet, le mouvement ne se cantonne pas à New York et à quelques autres grandes villes

(12). A Nashville, au coeur de l'Amérique chrétienne et conservatrice, un campement s'est installé devant le Congrès de l'Etat. En décembre 2011, on y trouvait encore des dizaines de tentes, qui avaient gagné le droit d'y rester quelques mois grâce à une victoire juridique remportée devant un tribunal de l'Etat. Le campement a finalement été dispersé par les forces de l'ordre en mars 2012, ce qui fait de Nashville, selon les dires de ses participants, l'une des plus longues occupations des Etats-Unis. Ici, l'idée de se réapproprier un lieu public revêt un sens plus profond encore qu'à New York. Agrégat d'autoroutes, de gratte-ciel, d'immenses églises et de concessionnaires automobiles, cette ville réserve l'espace public aux voitures. Ici, marcher est un non-sens. Quant à camper... Le camp, racontent les occupants, a recréé les liens que cet urbanisme inhumain avait détruits.

OWS apparaît comme polymorphe et hétérogène. Il agrège autour de lui les initiatives les plus diverses, lance des manifestations et des actions sur tous les sujets : le logement, le pouvoir des multinationales, les ventes internationales d'armement par des industriels qui *«exportent la mort au nom de la défense»*, ou encore la dette des étudiants et la lutte pour une éducation gratuite. D'autres encore pensent à occuper des fermes. OWS aura donc, en peu de temps, réussi à mettre au centre du débat public américain quelques questions essentielles : les inégalités, la crise de la représentativité du système politique. Et il se sera constitué en *«mouvement des mouvements (13)»*, capable d'attirer l'attention sur des mobilisations qui n'auraient pas eu un tel impact sans son soutien.

Pour leur part, focalisés sur l'université et la revendication d'une éducation gratuite, les étudiants chiliens ont construit une mobilisation plus classique. Ils combattent les effets d'une politique néolibérale comparable : l'université chilienne transformée par Pinochet fait de l'éducation un bien de consommation dont le prix est élevé. Leur protestation est toutefois plus organisée, avec des élections et des dirigeants représentatifs et légitimes.

Malgré ces différences, des connexions existent avec OWS. *«Au cours de notre campagne, nous avons repris le slogan d'OWS "Nous sommes les 99 %"»*, dit M. Gabriel Boric, président de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (FECH) avec le mouvement Creando Izquierda (*«Créer la gauche»*). L'étudiant en droit, qui se réclame d'Antonio Gramsci, de Toni Negri et de Slavoj Žižek, tient un discours politique clair : *«Nous sommes à gauche, mais nous disons que la gauche, au XXe siècle, a échoué. Le monde qu'elle a imaginé n'est pas venu. Nous devons tirer les leçons de ses erreurs.»* En décembre 2011, après une année de mobilisation, il insistait encore : *«Le mouvement étudiant n'est pas terminé. Nous n'avons pas gagné, mais nous n'avons pas été battus.»* Les étudiants ont ensuite profité de l'été chilien pour construire des stratégies : ils s'appêtent à proposer la nationalisation des ressources naturelles et une réforme fiscale destinée à financer les universités (14).

### **«ON NE PEUT SE BATTRE POUR CE QU'ON IGNORE»**

De son vrai nom Peter Lamborn Wilson, l'écrivain américain Hakim Bey, qui se réclame à la fois de l'anarchisme et du soufisme, a lancé en 1991 le concept de zone autonome temporaire (temporary autonomous zone, TAZ).

*«Nous qui vivons dans le présent, sommes-nous condamnés à ne jamais vivre l'autonomie, à ne jamais être, pour un moment, sur une parcelle de terre qui ait pour seule loi la liberté ? Devons-nous nous contenter de la nostalgie du passé ou du futur ? Devrons-nous attendre que le monde entier soit libéré du joug politique pour qu'un seul d'entre nous puisse revendiquer de connaître la liberté ? La logique et le sentiment condamnent une telle supposition. La raison veut qu'on ne puisse se battre pour ce qu'on ignore ; et le coeur se révolte face à un univers cruel au point de faire peser de telles injustices sur notre seule génération. Dire : "Je ne serai pas libre tant que tous les humains (ou toutes les créatures sensibles) ne seront pas libres" revient à nous terroriser dans une espèce de nirvana-stupeur, à abdiquer notre humanité, à nous définir comme des perdants.»*

Hakim Bey, *TAZ. Zone autonome temporaire*, Editions de l'Eclat, Paris, 1997. Texte intégral en libre accès sur [www.lyber-eclat.net](http://www.lyber-eclat.net)

---

## Notes

- [1] Le campement de Saint-Paul a été dispersé le 28 février 2012.
- [2] François Cusset, «Quand le peuple se rebelle», *Le Monde*, 7 novembre 2011.
- [3] Lire Victor de la Fuente, «En finir (vraiment) avec l'ère Pinochet», *La valise diplomatique*, 24 août 2011, [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)
- [4] Lire Raúl Guillén, «Alchimistes de la Puerta del Sol», *Le Monde diplomatique*, juillet 2011.
- [5] Le 16 mai 2012, M. Papademos a cédé sa place à M. Panagiotis Pikraménos, lequel a été remplacé par M. Antonis Samaras le 20 juin suivant. M. Monti a été remplacé en avril 2013 par M. Enrico Letta ; M. Matteo Renzi lui a succédé en février 2014.
- [6] José Luis Moreno Pestaña, «Le mouvement du 15-M : social et "libéral", générationnel et "assembléiste". Un témoignage», *Savoir-Agir*, n° 17, Bellecombe-en-Bauges, septembre 2011.
- [7] Lors des élections européennes de mai 2014, Podemos («Nous pouvons»), le parti créé par les «indignés», a obtenu 7,9 % des voix et cinq sièges.
- [8] Lire Yaël Lerer, «Indignation (sélective) dans les rues d'Israël», *Le Monde diplomatique*, septembre 2011.
- [9] Keith Gessen, Astra Taylor, Eli Schmitt, Nikil Saval, Sarah Resnick, Sarah Leonard, Mark Greif et Carla Blumenkranz (sous la dir. de), *Occupy ! Scenes from Occupied America*, Verso, New York, 2011.
- [10] Lire Robert W. McChesney et John Nichols, «Aux Etats-Unis, médias, pouvoir et argent achèvent leur fusion», *Le Monde diplomatique*, août 2011.
- [11] Levitin a cessé ses activités au sein de *The Occupied Wall Street Journal* en septembre 2012. Il dirige aujourd'hui le site Occupy.com
- [12] Lire Olivier Cyran, «Dans le Mississippi, les fractures de l'Amérique profonde», *Le Monde diplomatique*, avril 2012.
- [13] Prachi Patankar et Ahilan Kadirgamar, «Wither Wall Street : The challenge of the Occupy movement», *Critical Legal Thinking*, 2 janvier 2012.
- [14] La suite de cette enquête est parue dans *Le Monde diplomatique* de juin 2012, sous le titre «Radiographie d'une indignation planétaire».

© Le Monde diplomatique, 2010.

Kempf Raphaël , « L'Internationale des déclassés », *Manière de voir* 8/ 2014 (N° 136), p. 6-6.  
URL : [www.cairn.info/magazine-maniere-de-voir-2014-8-page-6.htm](http://www.cairn.info/magazine-maniere-de-voir-2014-8-page-6.htm).